

UNE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES EST UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français ! Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !



Solidarité internationale au salon de l'auto

Fermeture chez MA France (400 emplois supprimés), 4 sites menacés chez Valeo (1300 emplois), 248 emplois supprimés chez Dumarey à Strasbourg, 126 chez Novares en Alsace également, 2 sites Bosch menacés, Imperiales Wheeles, Walor, Forvia (ex-Faurecia), Continental, OP Mobility, Marelli, l'attaque est générale. Chez Michelin, ce sont trois sites qui attendent d'être fixés sur leur sort. De leurs côtés, les constructeurs/donneurs d'ordres continuent de réduire les effectifs et envisagent désormais ouvertement de fermer des usines dans toute l'Europe, Volkswagen et Stellantis en tête.

Judi dernier, des centaines de travailleurs de l'automobile se sont réunis devant le salon de l'auto pour y dénoncer l'immense attaque du patronat en cours et qui s'annonce encore longue et brutale.

A la tribune, tous les travailleurs représentant leur boîte ont rappelé l'impérieuse nécessité de faire converger nos luttes, de rester en contact et d'être organisé. Des camarades turques, américains, italiens, allemands ou belges ont expliqué les attaques qui les visent et qui sont de la même nature qu'en France d'où le besoin de développer la solidarité par-delà les frontières.

Pour nous, c'est le salaire qui doit primer !

Selon les médias, l'argent liquide (free cash-flow) de Stellantis sera négatif fin 2024 autour de - 5 milliards, il n'y aurait donc pas de prime d'intéressement. Si les liquidités sont négatives, Stellantis a bien fait 5,6 milliards de profit positifs en 6 mois, c'est énorme mais le profit de l'année 2024 sera probablement moins que les 18,6 milliards de 2023. La prime de participation, elle, est calculée en fonction de ces profits, elle sera donc sûrement à la baisse cette année. Zéro en prime d'intéressement, moins en participation ? Ces primes, quand Stellantis les donne, ont les prends on en a tous besoin, mais elles sont aléatoires. Ça ne remplacera jamais une vraie augmentation de salaire : 400 € mensuels pour tous !

Carlos prépare déjà sa reconversion

Dans une vidéo que le site du journal L'Humanité a mise en ligne, Carlos Tavares ne se prétend « pas assez fortuné » pour payer le modeste impôt Barnier sur les ultra-riches. Quand il quittera la présidence du groupe en 2026, « monsieur 36 millions par an » pourra se reconvertir en clown.

Grève massive en Italie

Vendredi dernier, quelques 20000 travailleurs de Stellantis et de ses fournisseurs, se sont réunis à Rome pour protester contre la destruction des emplois et exiger des garanties. Il s'agit de la plus importante mobilisation des 40 dernières années en Italie, avec des taux de gréviste allant de 60% à 100%. La force des travailleurs, c'est la grève !

ZF : première vague de licenciement

Le sous-traitant automobile ZF a confirmé la suppression de 1 800 emplois à de son site de Sarrebruck prévu pour la fin d'année 2025. Ce n'est que la première vague de plan de licenciement de ZF qui compte supprimer 14 000 emplois à terme, soit un quart de son effectif allemand. En Allemagne, c'est un sous-traitant sur trois qui menace de délocaliser pour raisons de compétitivité, soit 270 000 emplois menacés. On voit bien que d'un côté comme de l'autre du Rhin, le patronat n'hésite pas à sacrifier les emplois des travailleurs pour la bonne marche de leurs affaires, et celle des actionnaires ! Seule la construction d'une solidarité de classe internationale pourra faire reculer la voracité des capitalistes !

La rue contre la vie chère !

En septembre, les martiniquais ont investi la rue contre la vie chère. Les produits alimentaires sont 40% plus élevés que ceux de la Métropole : 4 euros une baguette de pain ! Le SMIC est le même qu'en France ! Des milliers de produits de première nécessité sont importés de la Métropole, taxés sur le transport en plus de la TVA. On y trouve un taux de chômage de 11%, et jusqu'à 24% chez les jeunes contre 11% en Métropole. Il est temps que la colonisation s'arrête, que la Martinique n'ait plus à subir des prix exorbitants pour le seul profit de la grande distribution et au détriment de la population qui continue de s'appauvrir.